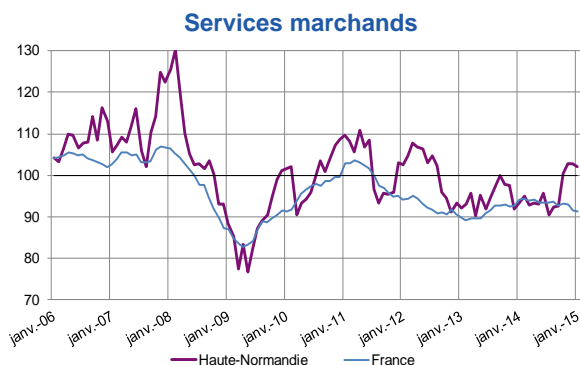
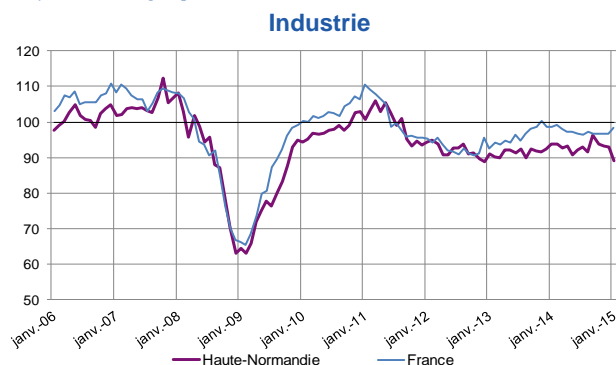


Contexte conjoncturel

Indicateur du Climat des Affaires

Un indicateur du climat des affaires permet une lecture rapide et simplifiée de la situation conjoncturelle. Il résume par une variable synthétique l'évolution des soldes d'opinion qui présentent des évolutions similaires dans le temps. En hausse, il traduit une amélioration du climat conjoncturel ; en baisse, sa dégradation. 100 = moyenne de longue période



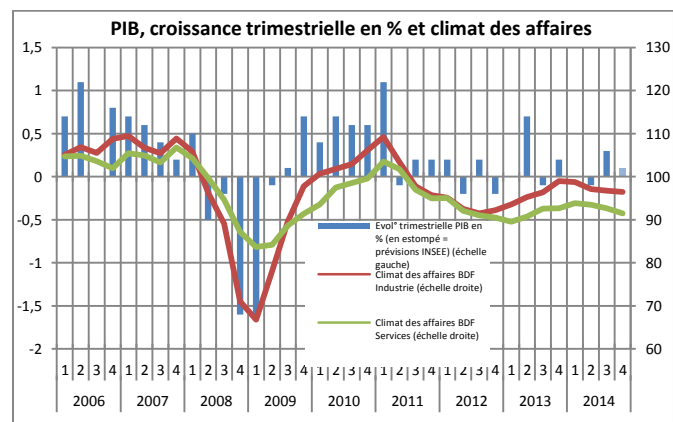
Contexte national

Après le léger redressement de 2013, le climat des affaires s'est à nouveau tassé en 2014 dans tous les grands secteurs de l'économie française. L'activité est ainsi restée éloignée de son niveau moyen de longue période, notamment dans le secteur de la construction qui a connu une année 2014 particulièrement difficile. Ce ralentissement global de l'économie réelle trouve sa source dans les difficultés consécutives à la crise financière ; il témoigne également des freins structurels à la relance de l'activité en termes de compétitivité. Par ailleurs, la croissance de la Zone Euro n'a pas été suffisante pour que nos partenaires économiques tirent vers le haut notre activité.

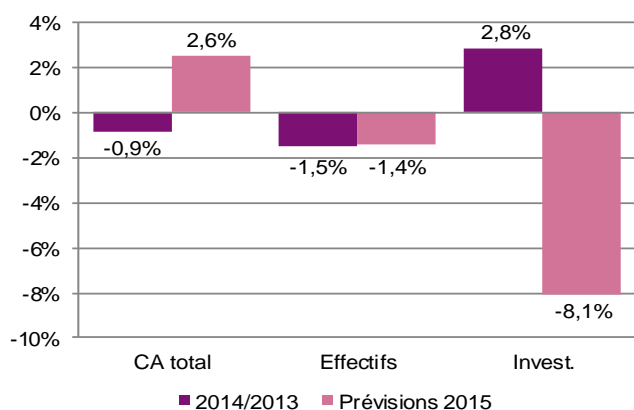
En 2014, le PIB progresserait au même rythme qu'en 2013 (+0,4 %). Seul le troisième trimestre a été marqué par un sursaut (+0,3 %), les autres trimestres étant restés atones. La contribution au PIB de la demande intérieure hors stocks serait de 0,3 % en 2014 après 0,5 % en 2013. La faible croissance de la consommation des ménages s'est maintenue (+0,3 % en 2014 comme en 2013) malgré la progression du pouvoir d'achat des ménages (+1,2 % en 2014) liée au ralentissement des prix à la consommation (+0,5 %). L'investissement des entreprises est resté en repli (-0,2 % après -0,6 % en 2013) malgré les premiers effets du crédit d'impôt compétitivité emploi. L'investissement des ménages a reculé nettement (-6,3 %) en raison de l'attentisme sur le marché de l'immobilier neuf. La variation de stocks a contribué positivement (+0,3 point), contrairement au commerce extérieur (-0,2 point). Sur les 11 premiers mois de 2014, le solde des échanges extérieurs de marchandises est resté nettement déficitaire, mais est un peu moins négatif qu'en 2013 : la légère progression des exportations se cumule au léger recul des importations, sous l'effet simultané du regain de croissance de nos partenaires commerciaux, du recul du prix du pétrole et de la baisse récente du taux de change de l'euro.

L'emploi total s'est stabilisé en 2014, entraînant une hausse du taux de chômage (10,4 % après 10,1 % en 2013) en raison de l'augmentation de la population active.

Les prix à la consommation ont peu progressé : +0,5 % en variation annuelle, après +0,9 % en 2013. Au cours de l'année 2014, l'inflation s'est ralentie progressivement, sous l'effet du recul des prix de certains produits alimentaires et manufacturés, et plus nettement du fait du repli des prix des produits pétroliers. En réaction à la faiblesse de l'inflation la BCE a instauré des opérations de refinancement et de rachat de titres adossés à des crédits à l'économie, et plus récemment des mesures d'assouplissement quantitatif incluant l'acquisition de titres de dette publique.



Industrie

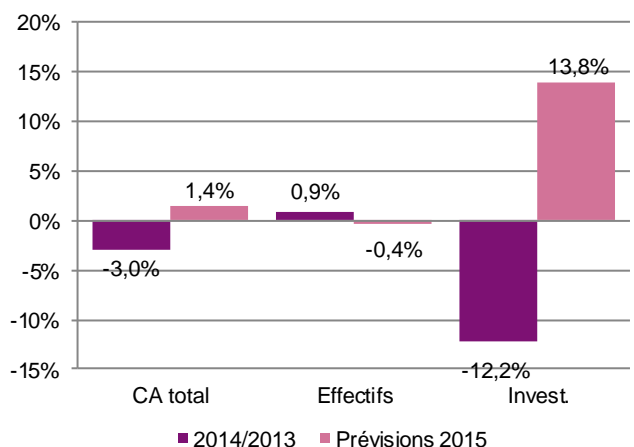


L'industrie régionale, considérée dans son ensemble, n'a pas connu de profonds bouleversements en 2014 et affiche des résultats mitigés et souvent contrastés par rapport aux prévisions formulées en début d'exercice.

Les chiffres d'affaires totaux enregistrent ainsi un recul plus modéré qu'en 2013 (- 0,9 % après - 2,6 % mais pour une prévision initiale de + 1,4 %). Le montant des exportations a, pour sa part, connu une petite érosion après la bonne performance de l'année précédente (- 0,7 % après + 2,7 % pour + 0,4 % prévu). La réduction des effectifs s'est modérément accrue (- 1,5 % après - 0,8 %) tout en étant moins forte que les anticipations (- 2,2 %). Le montant des investissements s'est quelque peu redressé (+ 2,8 % après - 9,7 % et pour + 4,4 % attendu).

Pour 2015, l'industrie régionale devrait connaître une hausse des chiffres d'affaires de 2,6 % tirée, pour partie, par un rebond modéré de l'exportation (+ 1,2 %). Cette évolution positive devrait toutefois s'accompagner d'une contraction de l'effort d'investissement (- 8,1 %) et de nouvelles réductions de l'emploi (- 1,4 %).

Services marchands

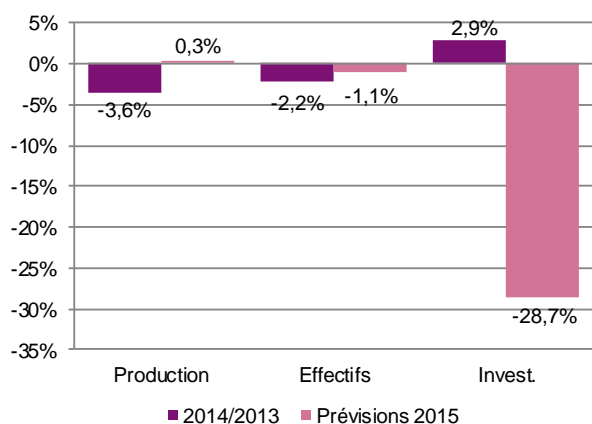


L'évolution du chiffre d'affaires total a été décevante dans le secteur des **services marchands** (- 3,0 % après - 1,6 % en 2013 et pour une progression de 1,8 % attendue).

Cette contraction de l'activité n'a toutefois pas eu d'impact négatif sur l'emploi et quelques embauches sont même observées (+ 0,9 % après - 0,3 % en 2013 et - 0,5 % prévu). En revanche, les investissements ont nettement fléchi (-12,2 % après - 3,5 %).

Pour 2015, un rebond du chiffre d'affaires est prévu (+ 1,4 %) mais il serait insuffisant pour maintenir le niveau des effectifs du secteur. Il devrait s'accompagner d'une progression des dépenses d'investissements concentrées sur un nombre limité d'activités.

Construction



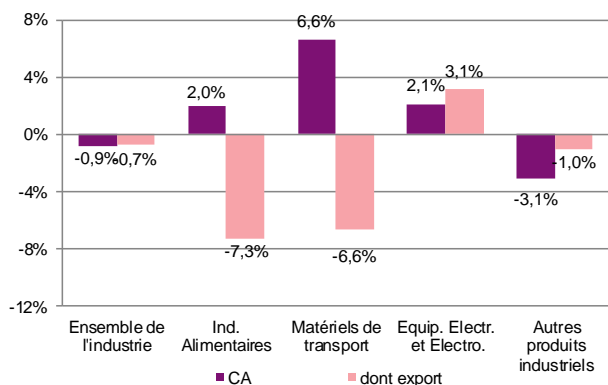
La production du secteur du **bâtiment et des travaux publics** affiche un recul marqué en 2014 (- 3,6 % après - 1,4 % en 2013 et pour - 0,2 % prévu).

Cette évolution s'accompagne d'une contraction non négligeable des effectifs totaux employés (- 2,2 % après + 0,4 % en 2013 et pour - 0,7 % prévu). Les dépenses d'investissement apparaissent en revanche relativement stables (+ 2,9 % après - 2,8 %) mais concentrées sur quelques unités importantes.

Pour 2015, la production du BTP devrait se maintenir globalement (+ 0,3 %). Mais de nouvelles pertes d'emploi sont encore en perspective (- 1,1 %) et les dépenses d'investissement devraient être fortement réduites.

Résultats 2014

Chiffre d'affaires



Le chiffre d'affaires total enregistre un recul. Celui-ci apparaît toutefois limité (- 0,9 % après - 2,6 %) et concentré sur l'important secteur de la fabrication des autres produits industriels. Le montant des exportations affiche, lui aussi, une érosion en 2014 (- 0,7 % après + 2,7 %).

L'activité **agro-alimentaire** s'améliore modestement après la baisse sensible du chiffre d'affaires de 2013 (+ 2 % après - 7,1 %). Ce redressement concerne, à des degrés divers, les différentes spécialités en dehors de la fabrication des produits laitiers et, dans une moindre mesure, la fabrication « d'autres produits alimentaires ». Le développement des ventes s'effectue, pour l'essentiel, sur le marché intérieur, alors que l'exportation connaît un nouveau recul marqué (- 7,3 % après - 6,8 %).

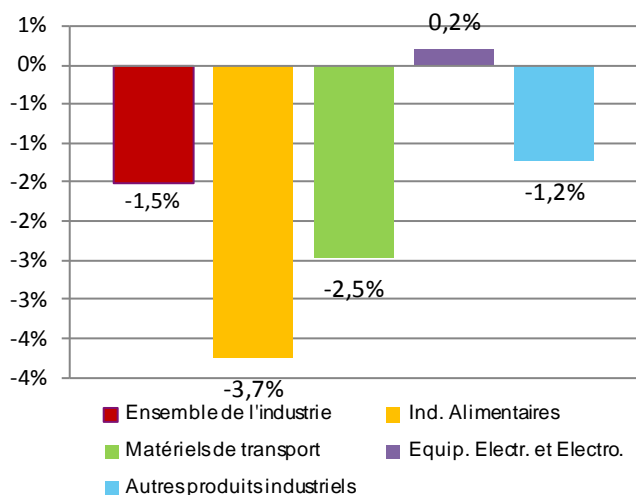
Le **matériel de transport** est marqué par un rebond sensible du chiffre d'affaires total après deux exercices de franc recul (+ 6,6 % après - 5,9 % en 2013 et - 5,1 % en 2012). A l'inverse, l'exportation directe a fléchi (- 6,6 % après + 5,1 % et + 15,2 %). La progression de l'activité globale trouve son origine dans le redressement de l'industrie automobile en 2014 (+ 6,9 % après - 8,8 % et - 11,4 %) et l'accélération de la croissance dans les autres matériels de transport, dont l'aéronautique et l'aérospatiale, (+ 6,2 % après + 2,7 % et + 12,7 %).

Le chiffre d'affaires demeure en développement dans les « **équipements électriques et électroniques, autres machines** » (+ 2,1 % après + 5,1 % et + 0,6 %), alimenté, en partie, par l'exportation (+ 3,1 % après + 13,1 % et + 8,6 %). L'activité demeure toutefois en repli dans la fabrication d'équipements électriques (- 5,6 % après - 2,3 %) avec des exportations difficiles (- 6,9 % après - 2,3 %). A l'inverse, la petite branche des « produits informatiques, électroniques et d'optique » s'établit en franche amélioration (+ 15,5 % après - 9,9 %, dont export + 15,4 % après - 0,3 %) alors que la branche « fabrication de machines et équipements », qui est le poids lourd du secteur, affiche une hausse plus réduite (+ 2,5 % après + 12,4 %, dont exportation + 2,9 % après + 17,8 %).

Enfin, dans le secteur de la **fabrication des autres produits industriels**, qui regroupe 63 % des effectifs industriels de la Haute-Normandie selon l'ACOSS, l'activité s'établit de nouveau en repli global (- 3,1 % après - 2,3 % en 2013 et - 1,1 % en 2012) alors que l'exportation s'érode (- 1 % après + 1,2 % et 0 %). Seule la branche « caoutchouc/plastiques/produits minéraux/verre » enregistre un petit progrès de son chiffre d'affaires total (+ 2,2 % après - 0,1 %) et de ses ventes vers l'étranger (+ 2,9 % après + 2,2 %). Les autres branches sont en repli à des degrés divers comme la filière « bois/papier/imprimerie » (CA - 1,6 % après + 1 %, dont export - 3,8 % après + 16 %), la métallurgie/fabrication de produits métalliques (CA - 2,6 % après - 1,5 %, dont export - 1 % après - 7,5 %), la pharmacie (- 4,4 % après + 5,1 % dont export + 0,2 % après + 2,5 %) ou l'industrie chimique et pétrochimique (- 6 % après - 3,9 %, dont export - 2,8 % après - 0,5 %).

Résultats 2014

Effectifs



Le nombre de salariés apprécié à travers cette enquête, qui regroupe en fin d'année l'ensemble des effectifs permanents, CDD, intérimaires, etc... utilisés sur les sites industriels, s'établit en baisse de 1,5 %, soit un taux supérieur à celui de 2013 (- 0,8 %) et 2012 (- 0,4 %).

La dégradation de l'emploi est significative dans **l'industrie agro-alimentaire** (- 3,7 % après + 0,8 % en 2013 et - 4,3 % en 2012) et concerne notamment la boulangerie/pâtisserie et la fabrication de produits laitiers.

Elle est également sensible dans le **matériel de transport** (- 2,5 % après - 0,9 % et - 3,1 %) et concentrée sur l'industrie automobile (- 4,6 % après - 3,6 %) alors que des embauches sont observées dans les autres matériels de transport (+ 3,6 % après + 7,1 %).

Les **équipements électriques et électroniques, autres machines** constituent le seul secteur marqué par une très petite hausse des effectifs en 2014 (+ 0,2 % après - 1 % et - 2,8 %), essentiellement dans l'électronique/optique (+ 6,7 % après - 6,4 %) et alors que des réductions sont observées dans l'équipement électrique (- 2,3 % après - 3,1 %) et, dans une moindre mesure, la fabrication de machines et équipements (- 0,4 % après + 3,1 %).

Enfin, un recul de l'emploi de 1,2 % est enregistré dans la **fabrication d'autres produits industriels** (après - 1 % en 2013 et + 1,5 % en 2012). Dans ce secteur, seule l'industrie pharmaceutique a créé des emplois (+ 1,1 % après + 2 %), alors que des réductions plus ou moins sensibles sont constatées dans les autres branches comme la filière bois/papier/imprimerie (- 0,3 % après - 1,4 %), l'industrie chimique (- 1,3 % après - 1,5 %), la métallurgie/fabrication de produits métalliques (- 1,7 % après - 2,5 %), le caoutchouc/plastiques/autres produits minéraux-verre (- 2,8 % après - 0,7%).

Résultats 2014

Investissements

L'effort d'investissement s'est légèrement redressé en 2014 avec des montants en hausse de 2,8 % (pour + 4,4 % prévu) après une baisse de 9,7 % en 2013, qui elle-même succédait à deux années de hausse sensible des montants dédiés aux équipements (+ 29,5 % en 2012 et + 13,4 % en 2011).

60 % des investissements recensés pour 2014 concernent la **fabrication des autres produits industriels** qui affiche une progression modérée de l'effort tirée principalement par des réalisations lourdes dans la chimie/pétrochimie, la métallurgie/fabrication de produits métalliques, le caoutchouc/plastiques/produits minéraux-verre et la filière bois/papier.

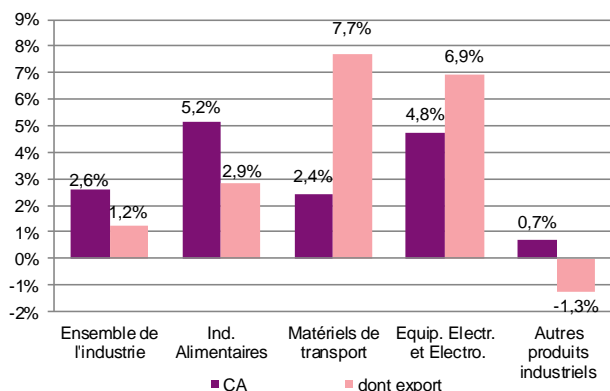
Les investissements sont également en hausse dans **l'industrie agro-alimentaire**, notamment dans la fabrication d'autres produits alimentaires.

En revanche, le secteur des **matériels de transport** est marqué par l'aboutissement progressif des programmes lourds lancés par l'industrie automobile au cours des années antérieures.

Enfin, l'effort d'investissement s'inscrit en baisse dans le secteur des **équipements électriques, électroniques, autres machines** avec des reculs marqués dans l'équipement électrique et la fabrication de machines et équipements.

Prévisions 2015

Chiffre d'affaires



L'agrégation des réponses reçues des responsables d'entreprises et d'établissements met en perspective un rebond du chiffre d'affaires total de 2,6 % (après - 0,9 % en 2014) tiré par une petite amélioration du courant des exportations (+ 1,2 % après - 0,7 %). Cette vision d'une amélioration modérée de l'activité globale se retrouve à des degrés divers dans les quatre grands secteurs de l'industrie régionale.

Une accélération de la croissance globale est ainsi attendue dans **l'industrie agro-alimentaire** (+ 5,2 % après + 2 %) tirée, en partie, par un redressement du courant des débouchés vers l'étranger (+ 2,9 % après - 7,3 %).

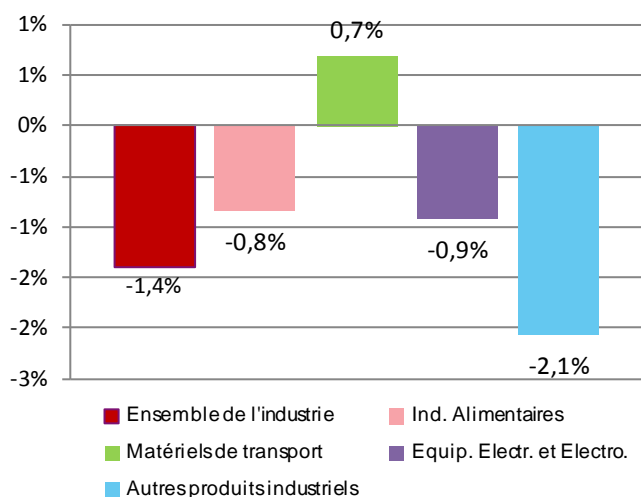
L'activité devrait encore progresser dans les **matériels de transport** bien que sur un rythme moins dynamique qu'en 2014 (+ 2,4 % après + 6,6 %), tant dans l'industrie automobile (+ 3,8 % après + 6,9 %) que dans les autres matériels de transport (0 % après + 6,19 %).

Une amélioration est également escomptée dans le secteur des **équipements électriques, électroniques, autres machines** avec une hausse du chiffre d'affaires total de 4,8 % (après + 2,1 %) tirée par une exportation plus dynamique (+ 6,9 % après + 3,1 %). Ces évolutions positives devraient concerner essentiellement l'électronique/optique (+ 15,4 %) et la fabrication de machines et équipements (+ 4,4 %), alors que la situation resterait délicate dans l'équipement électrique (- 0,2 %).

Enfin, un rebond très limité est attendu dans la **fabrication des autres produits industriels** (+ 0,7 % après - 3,1 %) malgré le nouveau tassement des ventes vers l'étranger (- 1,3 % après - 1 %). Dans cet important secteur, trois branches feraient mieux que la moyenne : le caoutchouc/plastiques/produits minéraux-verre avec + 3,6 % (après + 2,3 %) - dont export + 6,3 % -, la métallurgie/fabrication de produits métalliques avec + 4,2 % (après - 2,6 %) - dont export + 2,3 % -, et la pharmacie avec + 23,9 % (après - 4,4 %) - dont export + 1,7 %. A contrario, de nouvelles baisses d'activité sont anticipées dans la chimie/pétrochimie (- 4,3 % après - 6% - dont export - 7,1 %) et la filière bois/papier/imprimerie (- 10,4 % après - 1,6 % - dont export - 10,1 %).

Prévisions 2015

Effectifs



Les prévisions agrégées font apparaître une nouvelle contraction de l'emploi industriel régional sensiblement comparable d'une année sur l'autre (- 1,4 % après - 1,5 %).

Le secteur des **matériels de transport** est le seul marqué par l'anticipation d'un nombre réduit d'embauches (+ 0,7 % après - 2,5 %) qui concernerait essentiellement la branche des autres matériels de transport (+ 7,6 % après + 3,6 %) alors que de nouveaux allègements sont prévus dans l'industrie automobile (- 1,8 % après - 4,6 %).

A l'inverse, un tassement limité de l'emploi est anticipé dans l'ensemble de **l'industrie agro-alimentaire** (- 0,8 % après - 3,7 %) et dans les **équipements électriques et électroniques, autres machines** (- 0,9 % après + 0,2 %), avec notamment des allègements dans l'équipement électrique (- 3,1 %) et, dans une moindre mesure, la fabrication de machines et équipements (- 0,8 %).

Enfin, la dégradation de l'emploi devrait s'accroître dans l'important secteur de **la fabrication des autres produits industriels** (- 2,1 % après - 1,2 %), où seule l'industrie pharmaceutique devrait renforcer modérément ses effectifs (+ 1,9 %). En revanche, les évolutions sont négatives dans le caoutchouc/plastiques/produits minéraux-verre (- 0,7 %), la métallurgie/fabrication de produits métalliques (- 1,3 %), la chimie (- 2,1 %) et surtout le bois/papier/imprimerie (- 13,7 %).

Investissements

Les montants prévisionnels dédiés aux opérations d'investissement apparaissent en diminution de 8,1 % après des réalisations 2014 en hausse de 2,8 %.

Seul le secteur des **équipements électriques, électroniques, autres machines** s'inscrit à l'écart de ce mouvement d'ensemble mais pour des montants relativement modestes, sauf dans la fabrication de machines et équipements.

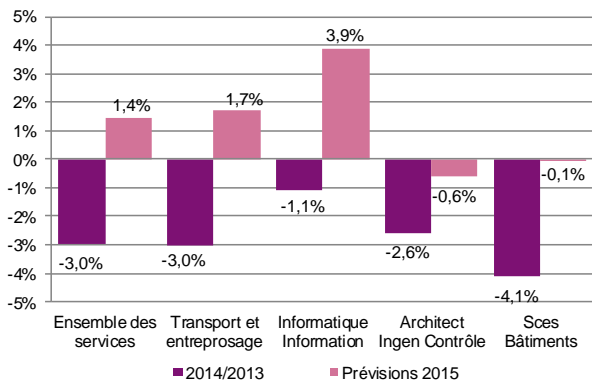
Un recul sensible en pourcentage est en revanche observé dans **l'industrie agro-alimentaire** après la réalisation de projets significatifs en 2014. Il en va de même dans les **matériels de transport**, toujours touchés par l'achèvement des programmes lancés par l'industrie automobile.

Les évolutions sont contrastées dans les différentes branches du secteur de la **fabrication des autres produits industriels** où l'effort d'investissement devrait se replier modérément. Des opérations nouvelles et significatives sont ainsi prévues dans l'industrie pharmaceutique et la chimie alors, qu'en revanche, les montants devraient s'établir en diminution sur 2014 dans la métallurgie/produits métalliques, le caoutchouc/plastiques/produits minéraux-verre et, plus encore, le bois/papier/imprimerie.

Enfin, et au total, 74 % des montants prévus seraient consacrés au renouvellement et à la modernisation des équipements existants (80 % en 2014) et 26 % dédiés à l'accroissement des capacités de production (20 % l'an dernier).

Évolution et prévision

Chiffre d'affaires



Le chiffre d'affaires global recensé dans les quatre branches suivies dans cette enquête s'établit en diminution de 3 %. Cette évolution est plus marquée qu'en 2013 (- 1,6 %) et qu'en 2012 (- 0,2 %), et décevante par rapport aux prévisions faites en début d'année qui tablaient sur un rebond des facturations de 1,4 %.

La branche « **transports routiers de fret/entreposage et services auxiliaires des transports** », qui est de loin la plus importante dans la population observée, accuse un tassement de 3 % (après - 1,7 % en 2013 et - 0,3 % en 2012). La dégradation est particulièrement marquée dans l'entreposage et les services auxiliaires (- 4 % après - 1,4 %), alors qu'un très léger rebond est observé dans le transport routier (+ 1 % après - 2,9 %).

Les activités informatiques et les services d'information (programmation ; conseil, gestion et installations informatiques ; hébergement et traitement des données) enregistrent une érosion minime du montant de leurs facturations (- 1,1 %) après les progressions observées en 2013 (+ 3,2 %) et 2012 (+ 5,5 %).

Le chiffre d'affaires des **activités d'architecture, d'ingénierie, de contrôle et d'analyse technique** continue pour sa part de s'établir en baisse (- 2,6 % après - 2,4 % en 2013 et - 3,2 % en 2012).

Enfin, **les services relatifs aux bâtiments et à l'aménagement paysager** (nettoyage, gardiennage, blanchisserie, entretien et soutiens annexes, jardinage...) ont connu un nouveau repli sensible (- 4,1 % après - 3,2 % en 2013 et pour + 2,9 % en 2012).

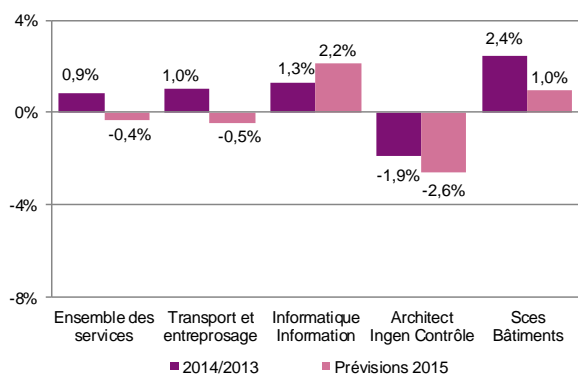
Pour 2015, **les prévisions** font état d'un rebond global d'ampleur limité (+ 1,4 %), mais avec des évolutions contrastées selon les spécialités.

Ainsi, dans le **transport/entreposage**, la tendance de fond ne devrait guère évoluer dans le transport routier de fret (+ 0,9 % après + 1 %) alors que les perspectives sont plus favorables dans la branche « entreposage/services auxiliaires » (+ 1,9 % après - 4 %).

De même, le retour à la croissance est anticipé pour les **activités informatiques et de communication** (+ 3,9 % après - 1,1 %).

A l'inverse, les anticipations sont moins positives dans **l'architecture, ingénierie, contrôle et analyse technique** (- 0,6 % après - 2,6 %) et dans les **services relatifs aux bâtiments et aux aménagements paysagers** (- 0,1 % après - 4,1 %).

Effectifs

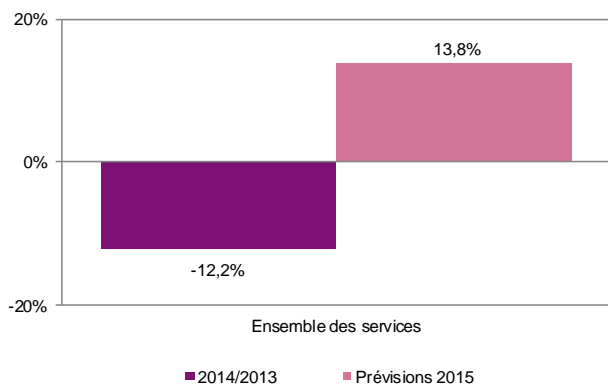


Malgré un contexte peu porteur, la situation de l'emploi ne s'est pas dégradée comme en 2013 (- 0,3 %) et en 2012 (- 0,5 %), même si le nombre d'embauches observées est relativement modeste (+ 0,9 %).

Les effectifs apparaissent en progression dans le **transport/entreposage** avec une amélioration de 0,6 % dans le transport routier de fret, après - 3,3 % et - 2,9 % au cours des deux années précédentes, et + 1,3 % dans l'entreposage/services annexes (après deux années de stagnation). Ils sont également en hausse dans les **activités informatiques et les services d'information** (+ 1,3 %, mais après + 10,7 %) et les **services relatifs aux bâtiments et à l'aménagement paysager** (+ 2,4 % après 0 %). A l'inverse, de nouvelles pertes d'emploi sont observées dans les **activités d'architecture, d'ingénierie et de contrôle et analyse technique** (- 1,9 % après - 0,8 %).

A contrario de l'amélioration d'activité espérée pour 2015, une contraction modérée des effectifs salariés est en perspective pour cette année (- 0,4 %). Elle devrait principalement concerner les **activités d'architecture, d'ingénierie et de contrôle technique** (- 2,6 % après - 1,9 %) et l'**entreposage/services auxiliaires aux transports** (- 1,5 % après + 1,3 %). A l'inverse, des recrutements sont anticipés, modestement, dans le **transport routier de fret** (+ 1 % après + 0,6 %) et les **services relatifs aux bâtiments et à l'aménagement paysager** (+ 1 % après + 2,4 %) et, plus significativement en pourcentage, dans les **activités informatiques et les services d'information** (+ 2,2 % après + 1,3 %).

Investissements



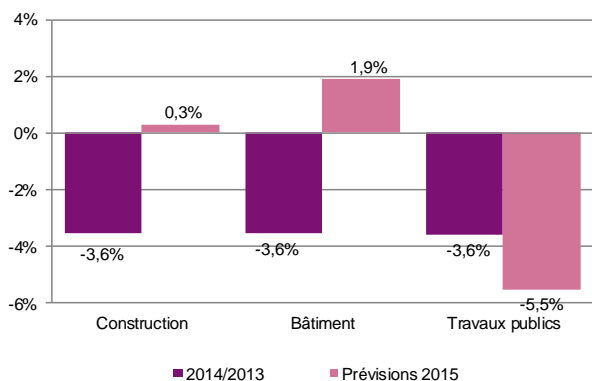
Les dépenses d'investissements totaux se sont, de nouveau, globalement repliées. Le recul est plus significatif qu'au cours des années précédentes (- 12,2 % après - 3,5 % en 2013 et - 7,1 % en 2012).

Cette diminution touche, à des degrés divers, toutes les branches étudiées avec, parfois, des pourcentages de baisse élevés, mais pour des montants modestes. A l'inverse, le **transport routier de fret, entreposage et services auxiliaires des transports**, qui centralise l'essentiel des investissements du secteur, affiche un repli de 11,2 % en montant.

Pour 2015, une reprise de l'effort d'investissement se dessine dans toutes les grandes spécialités, même si des projets significatifs sont annoncés dans l'**entreposage et les services annexes**.

Évolution et prévision

Production



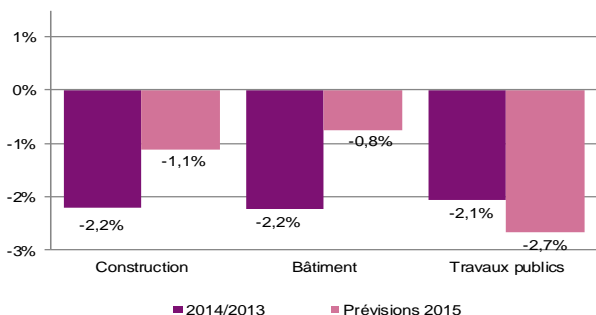
La valeur d'ensemble de la production affiche une diminution marquée (- 3,6 % après - 1,4 % en 2013 et + 2,4 % en 2012) et bien supérieure aux prévisions faites en début d'année (- 0,2 %).

La contreperformance est nette dans le secteur du **bâtiment** (- 3,6 % après - 0,3 % en 2013 et + 2,7 % en 2012) par rapport au + 0,7 % attendu. La dégradation est plus particulièrement sensible d'une année sur l'autre dans les activités de gros œuvre qui enregistrent un recul de 5,3 % (après + 2,7 % en 2013 et pour + 1,6 % prévu) et elle se poursuit dans le second œuvre (- 2,7 % après - 2,4 % et pour + 0,2 % prévu).

L'évolution est également significativement négative dans les **travaux publics** avec un nouveau recul de 3,6 % assez conforme aux prévisions (- 3,9 %), après un recul de la production de 5,8 % en 2013 (et + 1 % en 2012).

Pour 2015, les **prévisions** d'ensemble laissent espérer une certaine stabilité de la production totale (+ 0,3 %), malgré le nouveau et fort repli en perspective dans les **travaux publics** (- 5,5 %). A l'inverse, les anticipations sont globalement meilleures dans le **bâtiment** (+ 1,9 %) où le rebond de l'activité attendu dans le second œuvre (+ 3,2 %) devrait contrebalancer le nouveau, mais modéré, tassement de la production du gros œuvre (- 0,8 %).

Effectifs

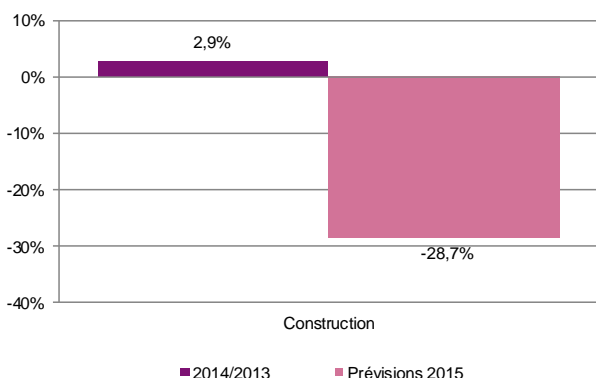


L'ensemble des salariés (CDI, CDD, intérimaires, etc..) s'établit en recul de 2,2 % d'un 31 décembre à l'autre, pour - 0,7 % prévu en début d'année 2014 et après les + 0,4 % enregistrés en 2013.

Le taux de diminution est comparable dans les deux grands secteurs de la construction. Il s'affiche à - 2,1 % dans les **travaux publics** (après - 2,4 % en 2013 et - 0,9 % prévu) et à - 2,2 % dans le **bâtiment** (après + 1,1 % et pour - 0,6 % prévu). La baisse des effectifs est nettement plus marquée dans le gros œuvre (- 4,8 % après + 1,5 % et pour + 0,4 % prévu) que dans le second œuvre, où elle est assez conforme aux prévisions (- 1,4 % pour - 1 % prévu et après + 0,9 % en 2013).

Une nouvelle contraction de l'emploi est en **perspective pour 2015** (- 1,1 % après - 2,2 %). La réduction devrait être sensible dans les **travaux publics** (- 2,7 % après - 2,1 %) et le gros œuvre du **bâtiment** (- 4,3 % après - 4,8 %). A l'inverse un modeste rebond est attendu dans le second œuvre (+ 0,5 % après - 1,4 %).

Investissements



L'effort d'investissement du secteur tend à se maintenir depuis deux ans (+ 2,9 % en 2014 après - 2,8 % en 2013), en raison, essentiellement, de quelques projets réalisés par un nombre limité d'unités importantes du second œuvre du bâtiment.

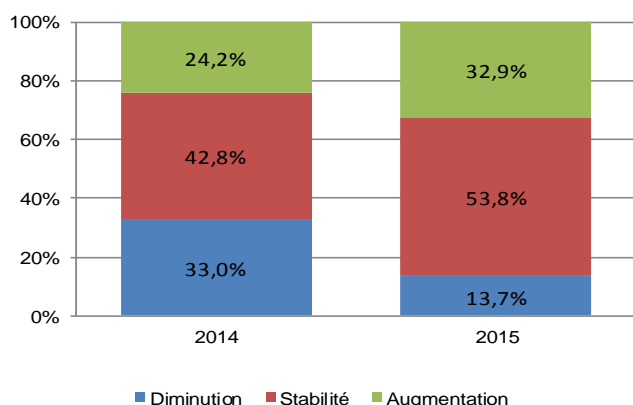
Pour 2015, un repli des montants dédiés à l'équipement est en perspective dans toutes les spécialités.

L'évolution de la rentabilité d'exploitation est appréciée à travers le solde net des réponses (augmentation-diminution par rapport à l'année précédente) fournies par les responsables d'entreprises et d'établissements.

Évolution et prévision

(opinions brutes émises en pourcentage)

Industrie

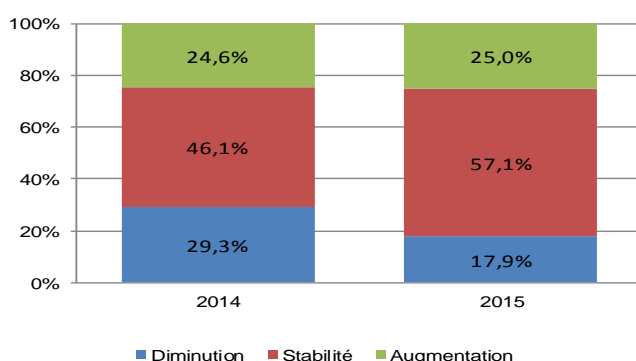


L'évolution du solde net des opinions s'inscrit dans la continuité de la tendance baissière observée depuis le rebond enregistré en 2010. Ce solde était ainsi positif de 30 points en 2010, 14 points en 2011, 5 points en 2012, 3 points en 2013.

Il est négatif de 9 points en 2014 avec, environ, 40 % des dirigeants qui jugent avoir maintenu la rentabilité au cours de l'exercice.

Ce solde devrait redevenir positif en 2015, mais 50 % des responsables d'unités pensent au mieux maintenir leur rentabilité d'exploitation durant l'année à venir.

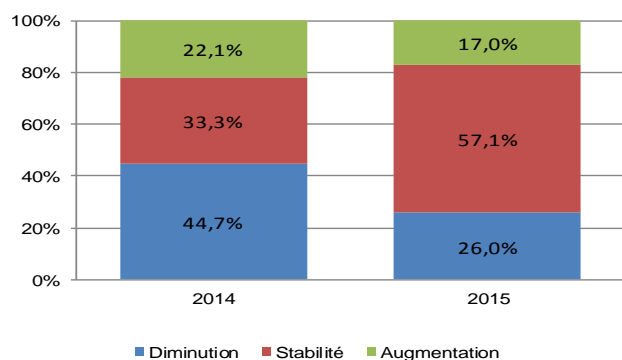
Services Marchands



Le solde net des opinions s'est amélioré après des évolutions erratiques. Positif en 2010 (+ 32 points) et 2011 (+ 10), il est devenu franchement négatif en 2012 (- 37 points) et 2013 (- 46). Il s'affiche à - 5 points pour 2014.

Le solde ne devrait pas sensiblement évoluer en 2015, malgré l'espoir de retour à un solde légèrement positif (+ 7).

Construction



Le solde net apparaît toujours bien négatif depuis 2010 (- 23 points en 2010, - 25 points en 2011, - 31 points en 2012, - 14 points en 2013, - 23 points en 2014).

Une nouvelle contraction de la rentabilité d'exploitation s'affiche pour 2015, si l'on se réfère au solde prévisionnel négatif de 9 points.

Ce document présente les résultats d'une enquête menée en janvier 2015 par la Banque de France auprès d'un échantillon représentatif d'entreprises et d'établissements implantés en Haute-Normandie. Les réponses étant basées sur le volontariat, cette étude ne prétend pas à l'exhaustivité.

L'étude a pour objectif de dresser, à partir de données chiffrées, un tableau des principales évolutions intervenues en 2014 et des prévisions pour 2015, en matière d'effectifs, d'activité et d'investissement. Elle s'efforce, en outre, de définir l'évolution de la rentabilité en 2014 et la tendance en 2015 à partir de données qualitatives.

Les résultats sont présentés sous forme sectorielle par regroupement suivant les niveaux NAF2 de la nomenclature INSEE. Dans les tableaux, le lecteur trouvera, notamment, les activités réparties entre les grands secteurs suivants :

Industrie :	I.A.A : Industries Agricoles et Alimentaires Équipements électriques et électroniques, autres machines Fabrication de matériel de transport Fabrication autres produits industriels
Construction :	Bâtiment et Travaux Publics
Services marchands :	Transports et entreposage Activités informatiques et services d'information Activités d'architecture, d'ingénierie, de contrôle et d'analyses techniques Services relatifs aux bâtiments et aménagement paysager

Outre l'estimation de ces données pour l'année 2014, des tendances relatives à l'année 2015 ont également été fournies par la plupart des entreprises participantes.

Les résultats exprimés en pourcentage ne traduisent pas une simple répartition mathématique du nombre des réponses obtenues. Ils intègrent un système **de pondération** basé sur la part réelle de chaque secteur d'activité dans l'économie régionale. Les taux de variation par rapport à l'année précédente sont calculés sur la base **d'un échantillon constant et cylindré**.

REPRÉSENTATIVITÉ

	Nombre d'entreprises ou établissements interrogés	Nombre de réponses obtenues	Effectifs salariés ACOSS-URSSAF au 31/12/2013	Taux de couverture en %
INDUSTRIE	743	395	99 886	50.7 %
SERVICES	361	182	51 795	27.8 %
CONSTRUCTION	490	216	41 140	27.3 %

« Aucune représentation en reproduction, même partielle, autre que celles prévues à l'article L. 122-5 2° et 3° a du code de la propriété intellectuelle ne peut être faite de la présente publication sans l'autorisation expresse de la Banque de France ou, le cas échéant, sans le respect des modalités prévues à l'article L. 122-10 dudit code ».

Retrouvez LA CONJONCTURE EN RÉGION, TENDANCES RÉGIONALES
sur le site Internet de la Banque de France

www.banque-france.fr - Rubrique "Statistiques et enquêtes"

Si vous souhaitez être averti de la mise en ligne mensuelle de notre publication par l'envoi d'un message électronique, nous vous remercions de nous envoyer un courriel à l'adresse suivante :

0707-SAR04-ut@banque-france.fr

en précisant votre nom, la dénomination et l'adresse de votre entreprise.